



Yaoundé, le _____

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° : /AONO/MINEFOP/CIPM/2026 DU 01 OCT 2025 POUR LA SÉLECTION DE CABINETS D'ÉTUDES EN VUE DE L'ACTUALISATION DU PLAN D'ACTION PRIORITAIRE DE LA POLITIQUE NATIONALE DE L'EMPLOI ET DU PLAN D'ACTION NATIONAL POUR L'EMPLOI DES FEMMES (DEUX LOTS). EN PROCÉDURE D'URGENCE.

1.1 OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la sélection de Cabinets d'études en vue de l'actualisation du plan d'action prioritaire de la politique nationale de l'emploi et du plan d'action national pour l'emploi des femmes (deux lots) en procédure d'urgence.

1.2 CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations, réparties en deux (02) lots distincts, comprennent notamment :

- **Lot 1 : l'actualisation du plan d'action prioritaire de la politique nationale de l'emploi (PAP-PNE).**
L'étude devra :
 - Procéder au bilan de la mise en œuvre du PAP de première génération 2020-2025 en faisant ressortir ses forces, faiblesses et en proposant des mesures de capitalisation des acquis dans le nouveau PAP ;
 - Analyser les cadres logiques et de résultats proposés pour la période 2020-2025 en faisant ressortir leurs forces, faiblesses et en proposant un nouveau cadre logique et de résultats plus réalistes ;
 - Proposer les actions nouvelles à intégrer dans le PAP avec leurs activités et leurs coûts ;
 - Évaluer le dispositif de mise en œuvre de suivi-évaluation et l'actualiser.
- **Lot 2 : l'actualisation du plan d'action national pour l'emploi des femmes (PANEF).**
 - Évaluer le PANEF 2009-2020 ;
 - Faire un diagnostic approfondi de la situation des femmes sur le marché du travail, avec une analyse fine des besoins en compétences, des freins à l'insertion et des secteurs porteurs (zones rurales/urbaines, niveaux de qualification, filières économiques) ;
 - Organiser des consultations participatives et focus groups avec les parties prenantes (gouvernement, société civile, partenaires techniques et financiers, groupements de femmes) ;
 - Identifier les défis et obstacles à la formation, à l'orientation et à l'insertion professionnelles des femmes ;
 - Analyser les politiques, stratégies et programmes sectoriels existants pour l'emploi des femmes ;
 - Actualiser les axes stratégiques et les actions prioritaires du PANEF, en privilégiant des interventions concrètes dans les domaines de la formation qualifiante, de l'accompagnement à l'emploi, de l'entrepreneuriat féminin formel et de l'orientation professionnelle ;
 - Élaborer un nouveau cadre logique d'intervention assorti d'objectifs mesurables, d'indicateurs sexo-spécifiques, de résultats attendus, de moyens de mise en œuvre et de mécanismes de suivi-évaluation efficaces ;
 - Proposer des mesures concrètes et opérationnelles pour améliorer l'accès des femmes aux emplois décents et productifs ;
 - Élaborer un plan de financement en vue de son implémentation ;
- Élaborer un catalogue de projets féminins axés sur la formation, l'orientation et l'insertion en mettant à contribution les Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- Valider et diffuser le Plan d'Action National pour l'Emploi des Femmes actualisé ;

- Organiser une table ronde des bailleurs pour le financement des projets portés par les femmes ;
- Questionner le cadre de collaboration MINEFOP/MINPROFF.

NB : (Un soumissionnaire peut postuler pour les deux lots et peut en être attributaire à condition de présenter des personnels clés entièrement distinctes pour chaque lot).

1.3 ALLOTISSEMENT

Le présent Appel d'Offres comprend deux (02) lots à savoir :

- Lot 1 : Actualisation du plan d'action prioritaire de la politique nationale de l'emploi (PAP-PNE) ;
- Lot 2 : Actualisation du plan d'action national pour l'emploi des femmes (PANEF).

1.4 COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût total prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables s'élève à trente-quatre millions de francs CFA (34 000 000) FCFA repartit comme suit :

Lot 1 : dix-sept millions (17 000 000) francs CFA.

Lot 2 : dix-sept millions (17 000 000) francs CFA

1.5 DELAIS PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations **de chaque lot est fixé à trois (03) mois à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrer les prestations.**

1.6 PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux Cabinets d'études de droit camerounais, installés au Cameroun, et justifiant d'une expertise avérée en matière de politiques de l'emploi, de planification stratégique, d'élaboration de plans d'action et d'intégration de la dimension genre dans les politiques publiques.

1.7 FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget de fonctionnement (BF) du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Exercice 2026, Imputation : **60 35 360 0 32000001 0412 361312** (Lot 1) **60 35 360 1 32000001 0412 361312** (Lot 2).

1.8 MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **exclusivement en ligne.**

1.9 CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire, pour chacun des lots auxquels il soumissionne, doit joindre à ses pièces administratives un **cautionnement de soumission** acquitté à la main, **d'un montant de cent soixante-dix milles (170 000) francs CFA pour chacun des lots, établi par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie** habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun, ce suivant les modalités de la Lettre-circulaire N°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitutions, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics. Ce cautionnement devra être accompagné du **récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC)** et être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence ou la non-conformité d'un cautionnement de soumission au dépouillement des offres entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

1.10 CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sise à Nlongkak-Yaoundé, Tél. **222 20 03 39/222 20 45 81** Fax : **222 20 28 06** et la version électronique, sur la plateforme Cameroon On Line E-procurement System (COLEPS) aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publicscontracts.cm> dès publication du présent avis.

1.11 ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sise à Nlongkak-Yaoundé, Tél. **222 20 03 39/222 20 45 81** Fax : **222 20 28 06**, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable du DAO de cinquante milles (50 000) francs CFA payable au Trésor Public ; ce sur présentation de la quittance de paiement.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

1.12 REMISE DES OFFRES

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **05 NOV 2026** à **12 heures précises**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », ainsi que la version physique de la caution de soumission accompagnée du récépissé délivré par la CDEC en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

« **AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/AONO/MINEFOP/CIPM/2026 DU 3 OCT 2026** POUR LA SÉLECTION DE CABINETS D'ÉTUDES EN VUE DE DE L'ACTUALISATION DU PLAN D'ACTION PRIORITAIRE DE LA POLITIQUE NATIONALE DE L'EMPLOI ET DU PLAN D'ACTION NATIONAL POUR L'EMPLOI DES FEMMES (DEUX LOTS). »

LOT N° : _____.

« **A N'OUVRIRE QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT** ».

TAILLE ET FORMAT DES FICHIERS

Pour la soumission, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

1.13 RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents séparés.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les dossiers portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,

- les dossiers parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les dossiers sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les dossiers non-conformes au mode de soumission

Tout dossier incomplet conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclaré irrecevable. L'absence du cautionnement de soumission délivré par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministre des Finances ou celle du récépissé de consignation délivré par la CDEC entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

1.14 OUVERTURE DES DOSSIERS

L'ouverture des dossiers se fera en deux temps et aura lieu le 05 NOV 2026 à **13 heures précises** dans la salle de réunion du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès dudit Ministère.

Seuls les soumissionnaires ou leur représentant dûment mandaté peuvent assister à cette séance d'ouverture.

L'ouverture des offres financières se fera après l'évaluation technique et ne concerne que les soumissionnaires ayant obtenu une note technique égale ou supérieur au seuil de qualification.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des dossiers après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

1.15 CRITERES D'EVALUATION

CRITERES ELIMINATOIRES

1. Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission accompagné du récépissé de dépôt délivré par la CDEC à l'ouverture des dossiers ;
2. Non-conformité ou absence d'une pièce administrative après épuisement du moratoire réglementaire de 48 heures ;
3. Fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
4. Non-respect du format de fichier des offres ;
5. Absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon d'un marché public au cours des trois dernières années et de non exclusion annuellement établi par le MINMAP ;
6. Note technique inférieure à 75% de l'ensemble des critères essentiels d'évaluation ;
7. Absence de capacité financière d'au moins trente pour cent (30%) du coût prévisionnel des prestations pour chaque lot ;
8. Absence d'un élément de l'offre financière ;
9. Omission d'un prix unitaire quantifié dans les bordereaux des prix unitaires ;
10. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
11. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
12. Absence ou non-conformité du profil du chef de mission pour chaque lot ;
13. Absence de la charte d'intégrité datée et signée
14. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales.

CRITERES ESSENTIELS

1. Références du soumissionnaire dans le domaine ;
2. Conformité des caractéristiques techniques ;

3. La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
4. Qualification et compétence des experts ;
5. Le matériel nécessaire (le cas échéant) ;
6. Preuve d'acceptation du Marché (CCAP et Méthodologie et profils des experts, cachetés, datés à chaque page et signés avec la mention « lu et approuvé » ;
7. Présentation générale de l'offre.

1.16 ATTRIBUTION DU MARCHE

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-Commande au soumissionnaire dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter la Lettre-Commande de façon satisfaisante, et dont l'offre financière a été évaluée la moins-disante après combinaison des notes techniques et financières.

1.17 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

1.18 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus dans les locaux indiqués ci-dessus, auprès du Directeur des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Tel : **222 200 339 / 222 204 581** ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

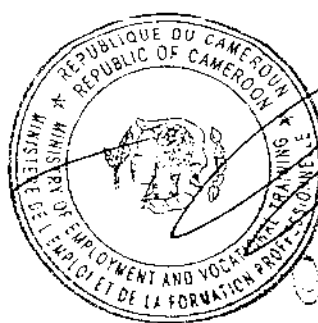
1.19 LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le Ministère en charge des Marchés Publics ou envoyer un SMS aux numéros suivants : **673 20 57 25/699 37 07 48**.

Yaoundé, le 13 OCT 2026

Copies :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Service des Marchés (pour archivage) ;
- Affichage.



Le Ministre de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle A.I

Mounoua Foutou



000015
OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2025 OF 13 OCT 2000
FOR THE SELECTION OF CONSULTING FIRMS FOR THE HE UPDATING OF THE PRIORITY
ACTION PLAN OF THE NATIONAL EMPLOYMENT POLICY AND THE NATIONAL ACTION PLAN
FOR WOMEN'S EMPLOYMENT (TWO BACHES).

1.1 PURPOSE OF THE INVITATION TO TENDER

The Minister of Employment and Vocational Training, Contracting Authority, hereby launches an Open National Invitation to Tender for the selection of Consulting Firms to Consultancy Services for he updating of the Priority Action Plan of the National Employment Policy and the National Action Plan for Women's Employment (Two baches).

1.2 SCOPE OF SERVICES

The services, divided into two (02) distinct baches, notably include:

Lot 1: Updating of the Priority Action Plan of the National Employment Policy (PAP-NEP).

The study shall:

- Assess the implementation of the first-generation Priority Action Plan (2020–2025), highlighting its strengths and weaknesses and proposing measures to capitalize on the achievements in the new PAP;
- Analyse the logical frameworks and results frameworks proposed for the 2020–2025 period, highlighting their strengths and weaknesses and proposing a new, more realistic logical and results framework;
- Propose new actions to be included in the PAP, together with their activities and costs;
- Assess and update the implementation and monitoring and evaluation mechanism.

Lot 2: Updating of the National Action Plan for Women's Employment (PANEF).

The study shall:

- Assess the 2009–2020 PANEF;
- Conduct an in-depth diagnosis of the situation of women in the labour market, including a detailed analysis of skills needs, barriers to labour market integration, and promising sectors (rural/urban areas, qualification levels, economic sectors);
- Organise participatory consultations and focus groups with stakeholders (Government, civil society, technical and financial partners, women's organisations);
- Identify challenges and barriers to women's access to training, career guidance and labour market integration;
- Analyse existing sectoral policies, strategies and programmes relating to women's employment;
- Update the strategic areas and priority actions of the PANEF, with a focus on concrete interventions in the areas of vocational training, employment support, formal women's entrepreneurship and career guidance;

- Develop a new intervention logical framework with measurable objectives, gender-sensitive indicators, expected results, implementation resources and effective monitoring and evaluation mechanisms;
- Propose concrete and operational measures to improve women's access to decent and productive employment;
- Develop a financing plan for its implementation;
- Develop a catalogue of women-focused projects centred on training, career guidance and labour market integration, involving Decentralised Local Authorities;
- Validate and disseminate the updated National Action Plan for Women's Employment;
- Organise a donors' round table for the financing of projects led by women;
- Review the framework for collaboration between MINEFOP and MINPROFF.

NB: (A bidder may apply for both lots and may be awarded both, provided they present entirely distinct key personnel for each lot).

1.3 ALLOTMENT

This Invitation to Tender comprises two (02) baches, as follows:

- Lot 1: Updating of the Priority Action Plan of the National Employment Policy (PAP-NEP);
- Lot 2: Updating of the National Action Plan for Women's Employment (PANEF).

1.4 ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation following prior studies stands at:

- Lot 1: 17,000,000 CFA F (Seventeen millions CFA francs);
- Lot 2: 17,000,000 CFA F (Seventeen millions CFA francs).

Cumulative Total: 34,000,000 CFA F (thirty-four million CFA francs).

1.5 ESTIMATED DELIVERY DEADLINE

The maximum execution deadline provided by the Contracting Authority **for the performance of services for each lot is set at three (03) months** from the date of notification of the Service Order to start the services.

1.6 PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender is open on equal terms to consulting firms governed by Cameroonian consulting firms established in Cameroon and having proven expertise in employment policies, strategic planning, the development of action plans and the integration of the gender dimension into public policies.

1.7 FINANCING

The services, which are the subject of this Invitation to Tender, shall be financed **by the Functioning Budget (FB) of the Ministry of Employment and Vocational Training, 2026 Financial Year, Budget Head: 60 35 360 0 32000001 0412 361312 (Bach 1) 60 35 360 1 32000001 0412 361312 (Bach 2)**

1.8 SUBMISSION METHOD

The method of submission chosen for this consultation shall be **exclusively online**.

1.9 BID BOND

Each bidder, for each lot they are bidding for, must include in their administrative documents a hand-paid bid bond amounting to **one hundred and seventy thousand (170,000) CFA francs for each batch**, established by a first-rate bank or a first-category financial institution authorized by the Minister in charge of Finance of Cameroon, in accordance with the terms of Circular Letter No. 000014/C/MINMAP/CAB OF 23 July 2025 relating to the procedures for the establishment, deposit, retention, withdrawal, return and realisation of bid bonds in public contracts. This bid bond must be accompanied by the receipt of deposit issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) and must be valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids.

The absence or non-compliance of a bid bond at the tender opening will result in the outright rejection of the offer.

1.10 CONSULTATION OF THE INVITATION TO TENDER DOSSIER

The Invitation to Tender Dossier (ITT Dossier) may be consulted during working hours at the **Directorate of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, located in Nlongkak-Yaoundé**, Tel. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax: 222 20 28 06, and the electronic version is available on the Cameroon Online E-procurement System (COLEPS) platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publicscontracts.cm> upon publication of this notice.

1.11 ACQUISITION OF THE INVITATION TO TENDER DOSSIER

The physical version of the Invitation to Tender Dossier (ITT Dossier) can be obtained during working hours at the **Directorate of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, located in Nlongkak-Yaoundé**, Tel. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax: 222 20 28 06, upon publication of this notice, **against payment of fifty thousand (50,000) CFA francs payable to the Public Treasury**; upon presentation of the payment receipt.

It is also possible to obtain the ITT Dossier by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the ITT Dossier purchase fee.

1.12 SUBMISSION OF BIDS

Each bid, written in French or English.

Each bid, prepared in French or English, shall be submitted by the bidder through the COLEPS platform no later than **05 NOV 2025** at **12:00 noon sharp**.

A backup copy of the bid, recorded on a USB flash drive or CD/DVD, shall be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", together with the physical version of the bid security accompanied by the receipt issued by the CDEC, in addition to the wording indicated below, within the prescribed deadline.

OPEN - NATIONAL INVITATION TO TENDER N° **000015** /AONO/MINEFOP/CIPM/2025 OF **13 OCT 2025** FOR THE SELECTION OF CONSULTING FIRMS FOR THE UPDATING OF THE PRIORITY ACTION PLAN OF THE NATIONAL EMPLOYMENT POLICY AND THE NATIONAL ACTION PLAN FOR WOMEN'S EMPLOYMENT (TWO BACHES)."

LOT NO.: _____

"TO BE OPENED ONLY AT THE BID OPENING SESSION."

FILE SIZE AND FORMAT

For online submission, the maximum sizes of the documents that will pass through the platform and constituting the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall ensure they use compression software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

1.13 ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following will be inadmissible by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing indications of the identity of the bidders;
- Envelopes received after the deadline dates and times for submission;
- Envelopes without indication of the identity of the Invitation to Tender;
- Envelopes that do not conform to the submission method;
- Non-compliance with the number of copies indicated in the ITT Regulations or offer only in copies;

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Invitation to Tender Dossier will be declared inadmissible. The absence of the bid bond issued by a first-class financial institution approved by the Minister of Finance or that of the consignment receipt issued by the CDEC will result in the outright rejection of the bid without any recourse.

1.14 BID OPENING

The opening of bids shall be done in two phases and shall take place on 05 SEP 2024 at 13:00 p.m. **prompt** in the meeting room of the Ministry of Employment and Vocational Training, by the Internal Tenders Board of the said Ministry.

Only bidders or their duly mandated representatives may attend this opening session.

The opening of the financial proposals shall take place after the technical evaluation and shall only concern bidders who have obtained a technical score equal to or above the qualifying threshold.

Under pain of rejection, the required administrative documents must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO). They must be less than three (03) months old as from the original date of submission of bids or must have been established after the date of signature of this Tender Notice.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during the opening session, the bidder shall be granted a statutory 48-hour deadline by the Board to regularize the document, failing which the bid shall be rejected.

1.15 EVALUATION CRITERIA

ELIMINATORY CRITERIA

1. Absence or non-compliance of the bid bond accompanied by the lodgment receipt issued by the CDEC at the opening of the bids;
2. Non-compliance or absence of an administrative document after exhaustion of the statutory 48-hour moratorium;
3. False declarations, fraudulent maneuvers, or falsification of documents;
4. Non-compliance with the bid file format;
5. Absence of a sworn statement of non-abandonment of a public contract during the last three years and of non-exclusion yearly established by Publics Tendres Ministry;
6. Technical score below 75% of all the essential evaluation criteria;
7. Absence of financial capacity of at least 30% of the estimated cost of the services for each lot;
8. Absence of any element of the Financial Offer;
9. Omission of a quantified unit price in the schedule of unit prices;
10. Absence of the dated and signed Integrity Pact;
11. Absence of the dated and signed commitment declaration to comply with environmental and social clauses;
12. Absence or non-compliance with the required profile of the Team Leader for each lot;
13. Absence of a dated and signed Integrity Charter;
14. Absence of the Declaration of Commitment to comply with environmental requirements.

ESSENTIAL CRITERIA

1. References of the bidder in the field;
2. Compliance of technical characteristics;
3. Proposed methodology in adequacy with the TOR;
4. Qualification and competence of experts;
5. Necessary equipment (where applicable);
6. Proof of acceptance of the Contract (CCAP, Methodology, and profiles of experts, stamped, dated on each page, and signed with the handwritten mention "read and approved");
7. General presentation of the bid.

1.16 AWARD OF THE CONTRACT

The Contracting Authority shall award the Jobbing Order to the bidder whose bid has been judged essentially compliant with the Tender File, who possesses the technical and financial capacities required to satisfactorily execute the Jobbing Order, and whose financial offer has been evaluated as the lowest bidder, after combining the technical and financial scores.

1.17 PERIOD OF VALIDITY OF BIDS

Bidders remain bound by their bids for a period of **ninety (90) days** from the deadline date set for the submission of bids.

1.18 ADDITIONAL INFORMATION

Additional technical information can be obtained in the premises indicated above, from the Director of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tel: 222 200 339 / 222 204 581 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

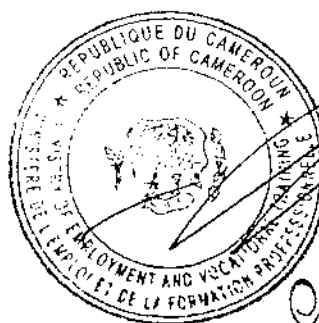
1.19 FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICES

For any report of corruption or acts of malpractice, please call the Ministry in charge of Public Procurement or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaoundé, the 13 Oct 2026

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication and archiving);
- Chairman CIPM (for information);
- Contracts Service (for archiving);
- Notice Board.



Le Ministre de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle A.I

Mourmoura Foutson